

ÉDITO

Quelle est désormais l'approche des pays du Golfe envers l'Iran ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Quiconque observe les relations entre les États du Golfe et l'Iran constatera que, entre le 25 juin et le 4 juillet, trois signaux importants sont à relever : la déclaration ministérielle publiée à la suite d'une réunion du CCEAG à Manama, le canal de « négociation technique » américano-iranien en cours à Doha et la présence diplomatique golfe soigneusement calibrée à Téhéran lors des funérailles du Guide Suprême Ali Khamenei. L'analyse conjointe de ces signaux montre un changement dans la position des États du Golfe, passant de la période de confrontation à la recherche de solutions négociées concrètes fondées sur des bases durables, qui visent à sécuriser les intérêts communs de toutes les parties sans permettre à l'Iran d'exercer une influence négative. Cela se traduit par le fait que les États arabes du Golfe n'ont pas fermé leurs canaux de communication avec Téhéran malgré ses récentes attaques contre le Koweït et Bahreïn. Parallèlement, ils n'ont pas permis que le cours des négociations entre Washington et Téhéran se déroule en dehors d'eux sur des questions qui affectent directement la sécurité du Golfe.

La réunion ministérielle du 25 juin entre les États-Unis et le CCEAG s'est tenue dans la capitale bahreïnienne. Elle s'est conclue par une déclaration saluant le protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran signé le 17 juin et reconnaissant le rôle positif de la médiation du Qatar et du Pakistan. La déclaration conjointe souligne également la nécessité d'empêcher l'Iran de développer ou d'acquérir une arme nucléaire et inclut dans les menaces à contenir les missiles balistiques, les drones et le soutien aux milices pro-iraniennes dans la région. Elle souligne aussi l'importance d'assurer une navigation



libre et sécurisée à travers le détroit d'Ormuz, en rejetant toute redevance ou tentative de l'Iran d'affirmer son contrôle sur le détroit.

Ces points montrent clairement l'intention des pays du Golfe de ne pas limiter un futur arrangement régional à la seule question nucléaire et de traiter également la conduite régionale de l'Iran. L'expérience de l'accord nucléaire de 2015 a en effet démontré aux États arabes du Golfe que, bien qu'un accord limité puisse réduire la probabilité d'une confrontation, il laisserait les instruments de pression iraniens actifs en Irak, au Yémen, au Liban et en Syrie. Pour cette raison, la déclaration de Manama traite toutes les questions en suspens dans un cadre unique.

Suite à la réunion de Manama, le ministre qatari des affaires étrangères a précisé le 30 juin que la visite à Doha des envoyés américains Steve Witkoff et Jared Kushner faisait partie d'une série de rencontres avec le médiateur qatari sur les questions régionales – notamment l'Iran et le Liban – et qu'il n'y avait pas de discussions directes entre les États-Unis et l'Iran. Cette politique de Doha sert un double objectif en dehors du cadre du CCEAG : il vise à maintenir la communication entre Téhéran

et Washington tout en préservant la position commune du Golfe établie dans la déclaration de Manama. En effet, les « discussions techniques » américano-iraniennes se concentrent sur la navigation dans le détroit d'Ormuz et sur les avoirs iraniens gelés, et non pas sur la structure d'un futur accord nucléaire. Cela est important parce que l'Iran cherche à consacrer la situation actuelle dans le Golfe, de façon à se faire reconnaître un rôle dans la régulation maritime et ultérieurement un droit à recueillir un droit de passage. C'est la raison pour laquelle la déclaration de Manama rejette fermement tout droit de passage et tout contrôle unilatéral iranien du détroit.

Dans ce contexte, le Commandement Central américain a organisé la semaine dernière à Bahreïn un dialogue sur la sécurité régionale, avec la participation des responsables de la défense de 12 pays (associant notamment pour la première fois la Syrie et le Liban). Les discussions ont porté sur la coopération de défense – en particulier la défense anti-aérienne et anti-missiles – ainsi que sur la libre circulation dans le détroit d'Ormuz. Cette réunion n'était pas un substitut aux négociations en cours entre Washington et Téhéran, mais plutôt une rencontre

parallèle pour souligner que la liberté de navigation s'appuierait sur une coordination régionale opérationnelle, et pas simplement sur des déclarations politiques de soutien au droit de circulation.

L'activité diplomatique des pays du Golfe s'est par ailleurs poursuivie à travers leur participation aux funérailles d'Ali Khamenei à Téhéran, ajoutant un signal supplémentaire de leur part. L'Arabie Saoudite était représentée par son vice-ministre des affaires étrangères, le Qatar par le président du Parlement et Oman par le président du Conseil d'État. Le Koweït, Bahrein et les EAU n'étaient pas présents en raison des récents bombardements iraniens sur leur territoire. Il s'agissait donc de niveaux de représentation calibrés diplomatiquement, suffisants pour marquer le respect du CCEAG pour l'État iranien et son souci de bon voisinage, tout en restant limités pour éviter de donner à ces visites une signification politique trop importante qui donnerait à l'Iran un sentiment irréaliste de puissance.

Il y a ainsi une approche spécifique du Golfe par laquelle ses États poursuivent une politique nuancée à l'égard de l'Iran, fondée sur le respect des normes diplomatiques tout en n'hésitant pas à irriter Téhéran par une évocation franche des désaccords subsistants. En outre, le canal de communication technique à Doha consacre la diplomatie comme instrument prioritaire de dialogue, au lieu de la confrontation militaire. L'objectif est de maintenir l'Iran dans un cadre « d'engagement discipliné » afin de l'encourager à changer son comportement et à améliorer progressivement sa politique étrangère : c'est-à-dire être moins agressif envers ses voisins, sans reconnaître à Téhéran un rôle unilatéral dans le détroit d'Ormuz, ni légitimer ses ambitions nucléaires ou régionales à travers ses proxies. En réalité, il existe des sensibilités différentes entre l'Arabie, le Qatar et Oman qui préconisent un dialogue critique avec Téhéran et les EAU qui ont une posture essentiellement sécuritaire. Néanmoins, le but recherché commun des pays du Golfe est que toutes les parties partagent la responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité de la région et s'engagent dans son développement, au lieu de consommer leurs richesses dans des guerres ruineuses ●

« En outre, le canal de communication technique à Doha consacre la diplomatie comme instrument prioritaire de dialogue, au lieu de la confrontation militaire. »

EXPERT INSIGHTS

The UK will soon have yet another Prime Minister. How come? And what then?

NSI est heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé, et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

Par John BUCK



John Buck served as British Ambassador to Portugal, having previously been Head of Public Diplomacy, Head of the Government's Communication and Information Centre during the Iraq War, and then FCO Director for Iraq. He then joined leading energy multinational BG Group as Group Director, Government and Public Affairs. At The Ambassador Partnership he specialises in the energy sector and also delivers training and coaching in negotiation, country branding and diplomatic skills.

On June 22 Sir Keir Starmer announced his resignation as Labour Party leader and Prime Minister of The United Kingdom. He remains in post until a successor is elected, either by Labour Members of Parliament if, as is almost certain, there is an unopposed candidate; or by Labour MPs, Labour Party members and affiliates if there is a contest.

Starmer's resignation followed Labour's disastrous devolved and local election results in early May in Wales, Scotland and large areas of England.

In Wales, where the party had not lost an election in a century, Labour lost control of the devolved Assembly, crashing to third place behind the Welsh Nationalists and Nigel Farage's populist Reform, with just 11% of the vote – down 25 percentage points on the last election in 2021.

In Scotland, once a similar Labour heartland, the Scottish National Party retained control of the Scottish Parliament with 57 seats, despite a poor record on issues such as health and a corruption

scandal involving the party's chief executive. Labour won only 17 seats, the same number as Reform.

In England, the Labour Party lost almost 1500 local councillors and 38 of the 66 contested councils it had previously controlled, while Reform gained almost as many councillors as Labour lost and took control of 14 councils.

But it was another election that precipitated Starmer's downfall - that of Manchester Mayor Andy Burnham in a parliamentary by-election engineered by his supporters so that he could bid to become leader of the Labour Party and thus, with Labour's large majority in Parliament, Prime Minister.



© Alex Azabache, Unsplash



Labour MPs fearful of losing their seats had long concluded from conversations with constituents and his dire poll ratings that Keir Starmer would lead them to disaster at the next national election, which must be held by summer 2029. Burnham's stunning success in the Makerfield by-election – he won almost 55% of the vote in what had been expected to be a close contest with Reform, despite it being Burnham's home territory – confirmed their view that he was Labour's best hope. Remaining parliamentary and Cabinet support for Starmer rapidly drained away, leaving him little alternative but resignation.

How is it that Keir Starmer and the Labour Party, only two years after winning a huge parliamentary majority, have become so unpopular? And, with the UK anticipating the country's seventh prime minister in a decade, why have British politics become so unstable?

Labour won 411 of 630 parliamentary seats in the 2024 general election. That victory was however much shallower than those numbers suggest: the party won only a third of the national vote but benefited from the vagaries of the UK's 'first past the post' electoral system.

Tony Blair's Labour victory of 1997 was very different. In that election the party won a similar number of seats – 418 – but 43% of the vote, which provided a firm foundation for subsequent victories in 2001 and 2005. Moreover, Blair's team had made thorough preparations for the government, rooted in a clear strategy.

By contrast, as Morgan McSweeney, Labour's electoral strategist and Starmer's ex-chief of staff, has recently admitted, Labour was woefully ill-prepared for government in 2024. Keir Starmer meanwhile seemed to take pride in his lack of political vision ('there is no such thing as Starmerism and there never will be').

The result has been a government lacking political direction, strategy, grip and judgement, unable to marshal its own MPs when necessary, vacillating on issues such as welfare, and confused about its priorities.

Keir Starmer came into government announcing that economic growth would be his number one priority. Yet in her first budget months later Chancellor of the Exchequer Rachel Reeves increased significantly employers' national insurance contributions – effectively a tax on jobs and job creation. Similarly, Starmer has repeatedly said that defence and national security are (also) his top priorities but has failed to fully fund the recommendations of the defence review that he commissioned from George Robertson, ex-Secretary General of Nato.

« The result has been a government lacking political direction, strategy, grip and judgement, unable to marshal its own MPs when necessary, vacillating on issues such as welfare, and confused about its priorities. »

Notwithstanding these failings, Starmer has also been the victim of deeper, longer-term challenges.

The UK was hit harder than most other developed economies by the 2008 crisis, suffering a steeper initial recession, a more prolonged period

of economic stagnation, and a more pronounced weakening of annual productivity growth (from 1.9% between 1993 and 2008, to an average of 0.5% since). Thereafter, the severe cuts to public expenditure introduced by the Conservative/Liberal Democrat government from 2010 impoverished the public realm at a time, some economists argue, when the UK could have borrowed long-term at ultra-low interest rates to finance investment.

Next came the economic damage of Brexit, which one recent study estimates has been as much as 6-8% of Gross Domestic Product (the state-funded, independent Office for Budgetary Responsibility assesses the loss as 4%).

Covid 19 had a worse economic impact on the UK than on most comparable countries, with the country suffering a bigger initial contraction (over one fifth of GDP between April and June 2020) and longer-term strain, including a spike in public debt and a shrinking labour supply (the number of people claiming disability and sickness benefits increased from 3 million to 4 million between 2019 and 2024) that prolonged the economic recovery.

Inflation in the UK following the economic shock of Russia's invasion of Ukraine peaked at 11%, higher than in many comparable countries. Finally, there has been the economic impact of the American attack on Iran.

These successive economic shocks have hit household finances hard. Real incomes have hardly grown since 2008, while total taxation is at its highest level since the immediate post-war period. The political impact is clear. A resentful and impatient electorate has been increasingly willing to 'throw the dice', be it with the UK's membership of the EU or the populist parties of right and left.

Under the pressure of a fragmenting political landscape and a volatile electorate, Conservative and Labour members of parliament have in turn

become increasingly willing to dispense mid-term with an under-performing prime minister who has become an electoral liability (Theresa May in 2019, Boris Johnson and then Liz Truss – after seven weeks – in 2022, and now Keir Starmer).

Public, as well as household, finances have suffered. In its latest report the Office of Budgetary Responsibility warns that the incoming Prime Minister will need to implement spending cuts or tax rises of more than £100bn to stabilise debt at 95% of GDP from 2030-31. Otherwise, on current policy, the UK's debt will move onto 'an unsustainable and ever-rising path' under the pressure to spend more on health, social care and the state pension. The OBR also points out that the UK is in a challenging position relative to peer countries, with a debt-to-GDP ratio 45 percentage points higher than the advanced economy average.

What do we know of presumptive Prime Minister Burnham's likely approach to these problems, in particular the key necessity for improved economic growth? And what are his political prospects?

Burnham set out his vision for government in a speech at the end of June. The key elements were, first, devolution of power. He would create a new No10 Downing Street in Manchester, in which he would base himself for part of the week and which would become 'the nerve centre of a re-wired Britain' (he is now reported to be considering basing his Deputy Prime Minister there).

'Number 10 North' would have 'three clear tasks': exerting greater public control over essential utilities, re-industrialisation and regeneration,

including through 'the biggest council (i.e. publicly funded) house building programme since the post-war period'. Burnham also committed to reducing the welfare bill 'in a way that is fair and lasting' (but also to retaining the 'triple lock' under which state pensions are increased each year by whichever is the highest of inflation, average wage growth or two and a half percent – a ratchet that many believe is unsustainable with an ageing population).

So far there is little detail of how a Burnham Government would fund and accomplish these objectives, nor of how a Manchester No10 operation will help other regions (Scottish and Welsh politicians of parties other than Labour have already reacted with disdain). Nor, crucially, is it clear how Burnham intends to generate economic growth. He has said little about technology or artificial intelligence and seems yet to acknowledge the reality that urban agglomeration is a crucial element, which implies that London will continue to be its main driver. Without quick results and a consequent rise in living standards, a Burnham premiership is unlikely to survive beyond the next election.

That said, Burnham may have some political breathing space. He will come to national power on the back of undoubted success as the Mayor of Manchester, having ridden a flourishing local economy that pre-dates his period of office, and having reintegrated the privatised bus service into a transport network under public control. He has much better communication skills than Keir Starmer, and an optimistic outlook that contrasts with his predecessor's gloom.

Burnham also has ministerial experience in the governments of Gordon Brown and Tony Blair including, crucially, in the Treasury. While there is not yet much indication of a developed strategy for government, he at least has political vision. And he has expressed a willingness to work with other political parties and support electoral reform, though whether these aspirations survive the Westminster bear-pit remains to be seen.

The broader political landscape may be a little more favourable than Starmer enjoyed. While Reform still leads in opinion polls, the party's support, according to the latest polling, has fallen from 32% to 27% (Labour and Conservatives are both around 20%). Reform leader Nigel Farage meanwhile is mired in controversy over an undeclared personal gift of £5m from a cryptocurrency billionaire based in Thailand and other financial support from a convicted fraudster (Farage maintains that the gifts were personal, necessary for his security, and that he has done nothing wrong). Encouragingly for Burnham, the traditional parties have cooperated to neutralise Farage's attempt, through staging a by-election, to position himself as the public's champion against 'the establishment'. For the time being at least, Reform's momentum seems to have stalled.

All but the most cynical observers must hope that Burnham achieves, at least to the extent possible in the next three years, his stated objectives. If not, he is likely to become the latest prime ministerial scapegoat for the UK's serious persistent challenges and, let's face it, for the electorate's own choices ●



REGARD D'EXPERT

Football, IA et Shōnen : la Coupe du Monde 2026 est devenue un anime en temps réel

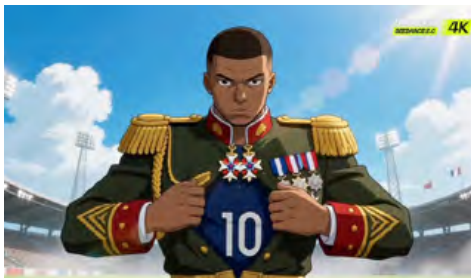
Par Pierre BELLAGAMBA



Pierre a débuté sa carrière en tant que Social Media Manager au sein de l'agence W. Au fil des années, il a acquis une solide expérience de responsable de communication dans diverses agences (#Quai3, BDC conseil) et chez l'annonceur, notamment pour le pôle voyage du Figaro et au sein de startups. Pierre a rejoint Antidox en tant que Consultant Senior et est désormais Directeur de Comptes spécialisé dans le social media et l'e-influence.

Dans les coulisses de la Coupe du Monde 2026, l'effervescence dépasse largement les pelouses. Une révolution techno-culturelle est en marche : grâce aux outils d'intelligence artificielle, le tournoi est réinventé en direct façon anime japonais. À l'écran, chaque geste technique se transforme en une scène d'animation spectaculaire.

Ce métissage visuel n'est pas un simple gadget. Il structure désormais la manière dont le public consomme, vit et raconte l'événement sur les réseaux sociaux. Le tournoi s'est transformé en une série fleuve qui se vit sur TikTok, Instagram, Shorts et X.



Source : @stevenwommack (Instagram)

Un choc esthétique devenu langage commun

Le football s'est longtemps nourri de récits basés sur le collectif et l'analyse tactique. À l'inverse, le manga shōnen célèbre le dépassement de soi mystique et l'impact visuel immédiat. Ce phénomène n'arrive pas de nulle part : le football et la culture manga partagent une longue histoire d'amour, des terrains mythiques d'Olive et Tom,

d'Ao Ashi ou de L'École des champions, jusqu'aux dynamiques ultra-compétitives de Blue Lock, le dernier carton planétaire du genre. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle vient briser la frontière entre réalité et fiction. En transformant les athlètes de chair et d'os en héros animés, l'IA pousse la glorification des joueurs à son paroxysme.

Les résumés de matchs, traditionnellement informatifs, cèdent la place au spectaculaire. Quelques minutes après le coup de sifflet final, des modèles génératifs entraînés sur le style des grands studios nippons s'emparent des ralentis. Résultat : des auras d'énergie, des lignes de vitesse et des expressions dramatiques sont plaquées sur le visage des joueurs.



Source : @big.h5239 (TikTok)

Loin d'être un simple effet de mode éphémère lié au tournoi, ce mouvement s'inscrit dans une tendance de fond : tout au long de la dernière saison, la Ligue 1 proposait par exemple ce type de contenus ultra-stylisés sur ses réseaux.

Quand l'IA éditorialise le sport

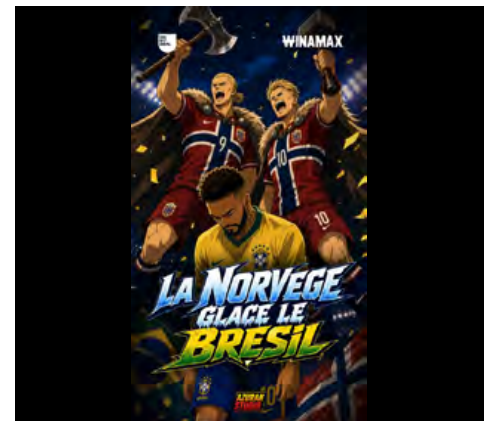
Avec cette Coupe du Monde, un tournant majeur s'opère : les créateurs indépendants ne sont plus les seuls à exploiter ces technologies. Diffuseurs officiels, marques (du type Adidas Japon) et médias en ligne (comme Oh My Goal avec Winamax) intègrent désormais ces segments générés par IA pour maximiser l'impact de leurs formats.

Le but : coller à l'actualité chaude. Plus besoin d'attendre des semaines pour produire une campagne d'animation traditionnelle. Si une équipe

crée la surprise le soir, elle devient dès le lendemain matin le héros d'un court-métrage animé, maintenant le public dans un état d'engagement permanent.



Source : 【Ado】 綺羅 (KIRA) (TikTok)



Source : ohmy_goal (Instagram)

Cette prolifération visuelle sert aussi de pont entre les cultures. En convertissant les matchs réels en sagas dynamiques, ces vidéos captivent des audiences plus jeunes ou initialement éloignées du football.

Mais la machine ne s'arrête pas aux frontières du sport. Même les coulisses politiques s'invitent désormais dans la danse. C'est le cas pour l'intervention de Donald Trump suite à une décision d'un arbitre ou encore pour les propos racistes d'une sénatrice paraguayenne sur Kylian Mbappé, une affaire qui continue d'ailleurs de faire de vifs remous aujourd'hui. Tout est instantanément digéré par l'IA pour nourrir les nouveaux épisodes de ce feuilleton mondial.



Source : @artinsaneart (Instagram)



Source : @sports_multiverse_studio (Instagram)

Du résumé de match à la fiction globale

La Coupe du Monde 2026 s'impose comme un immense laboratoire pour la création numérique. L'IA agit comme un accélérateur de récits, nous avons pu le voir pour les anime. Cela s'est également vu avec des vidéos totalement animés par IA qui ressemblent à de véritables mini films.



Source : @artinsaneart (Instagram)



Source : @artinsaneart (Instagram)

En s'appropriant les codes de l'anime, le football s'assure une présence continue dans l'imaginaire collectif. La compétition confirme ainsi son nouveau statut: celui d'une œuvre globale en constante mutation, où la réalité du terrain et la fiction générée par ordinateur fusionnent pour offrir un spectacle inédit ●



© Benjamin Hibbert-Hingston, Unsplash

COMMUNICATION ÉVÉNEMENT

Gabriel Attal

La campagne de l'élection présidentielle de 2027 est lancée, et avec elle, l'urgence de décrypter les visions qui façonneront l'avenir de nos entreprises.

Pour ce nouveau rendez-vous Club 31, nous avons eu le plaisir d'accueillir Gabriel Attal, ancien Premier Ministre et candidat à l'élection présidentielle.

« On ne peut pas se permettre de prendre le mauvais chemin en 2027. »

Gabriel Attal nous a partagé sa conviction que la gravité de la situation de la France et de l'Europe ne permettait aucun attentisme. Face aux incertitudes, sa volonté est de fixer une feuille de route claire, résolument tournée vers l'optimisme et articulée autour de 4 chantiers capitaux : l'école, le travail et les salaires, la maîtrise des frontières, et l'intelligence artificielle.

Le débat s'est ouvert ensuite sur la compétitivité et l'innovation, qu'il perçoit comme les véritables clés de voûte de la puissance d'un Etat. Cette vision globale, portée par une ligne pro-européenne assumée, a donné lieu à des discussions d'une grande franchise avec nos invités, que nous remercions pour leurs questions et leur regard !

Merci à Gabriel Attal, au député Paul Midy qui l'accompagnait pour ces échanges, et merci à tous pour cette soirée enrichissante et nécessaire pour accompagner les décideurs au coeur de ces transformations.

Nos équipes NSI resteront présentes pour vous aider à décrypter les ruptures technologiques liées à l'IA, à anticiper les évolutions réglementaires et à transformer ces défis en opportunités stratégiques.



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.